



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politiques communautaires

Question au Gouvernement n° 4613

Texte de la question

POLITIQUE EUROPÉENNE DE LA FRANCE

M. le président. La parole est à M. Pierre Lequiller, pour le groupe Les Républicains.

M. Pierre Lequiller. Monsieur le Premier ministre, il y a des jours où l'histoire s'accélère et bouscule l'ordre mondial. Les anathèmes de Donald Trump contre l'Europe et l'OTAN doivent évidemment être pris au sérieux. Comme l'a souligné François Fillon à Berlin (*Murmures sur plusieurs bancs*), il faut un sursaut de l'Europe. Elle doit prendre son destin en main.

Il faut une Europe debout, qui défende avec ardeur ses intérêts : l'euro face au dollar, les principes de réciprocité et de préférence européenne, la défense de nos normes sanitaires et environnementales, une zone euro renforcée avec un Fonds monétaire européen et l'harmonisation fiscale entre ses États membres. Il faut, pour lutter contre l'État islamique, créer une alliance de défense européenne, à côté de l'OTAN, comprenant l'Allemagne, et poursuivre la coopération franco-britannique dans la dynamique de Lancaster House, malgré le Brexit. Nous voulons une Europe qui défende la civilisation européenne.

Tout cela ne sera possible qu'avec un moteur franco-allemand puissant. Et, pour cela, il faut un rééquilibrage économique de la France par rapport à l'Allemagne. Or le déséquilibre est énorme et va croissant. Et, de ce fait, la voix de François Hollande, sans vision européenne depuis cinq ans, est inaudible. Quelle ligne européenne vos trois « gauches irréconciliables » adopteront-elles ? Celle de M. Hamon, affublé de son revenu universel à 450 milliards d'euros ? Celle de M. Mélenchon, emporté par sa fougue antieuropéenne ? Ou celle de M. Macron, dont le flou rivalise avec l'inconsistance ?

Nous, Les Républicains, nous proposons depuis longtemps des réformes profondes pour redresser la France, parce que c'est son propre intérêt, et aussi celui de l'Europe ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères et du développement international.

M. Jean-Marc Ayrault, *ministre des affaires étrangères et du développement international.* Monsieur le député, pourquoi avez-vous toujours cette tentation, qui devient presque un automatisme, de dénigrer la France et de l'abaisser, lorsque vous parlez de l'Europe ou de la place de la France dans le monde ? Ce n'est pas la réalité !

Monsieur le président Lequiller, vous évoquez un candidat à la présidence de la République, et vous le comparez au Président François Hollande, dont la voix serait peu écoutée en Europe. Mais croyez-vous que la voix de celui que vous soutenez est attendue aujourd'hui comme celle de l'espérance et de l'avenir ?

Sérieusement, pouvez-vous répondre à cette question ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste,*

écologiste et républicain.) Un peu de sérieux ! (Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.)

La relation franco-allemande, pour l'avenir de l'Europe, est plus nécessaire que jamais aujourd'hui. C'est la raison pour laquelle les échanges entre nos deux pays sont permanents, au plus haut niveau. La semaine dernière, nous avons reçu – et j'ai assisté à cet entretien à la fois émouvant et important – le Président de la République allemand, M. Joachim Gauck, qui va quitter ses fonctions. La question de l'avenir de l'Europe et du rôle que l'Allemagne et la France doivent jouer ensemble a été posée au plus haut niveau.

J'ai également reçu M. Franck-Walter Steinmeier, qui quittait ses fonctions, et nous avons aussi fait le point sur l'avenir et sur la responsabilité commune de nos deux pays. Le lendemain, le samedi, j'ai reçu son successeur, M. Sigmar Gabriel, qui a exprimé, avec la même conviction, l'idée que la France et l'Allemagne ont plus que jamais une responsabilité historique. Et vendredi, ce sont le Président de la République et la Chancelière allemande qui se sont mis d'accord pour dire ensemble que l'Europe ne se laissera pas faire, que l'Europe, ce n'est pas le Brexit, et pour dire cela avec les mêmes mots, avec la même force et la même conviction au nouveau président des États-Unis. Voilà la voix de la France, monsieur le député ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain et sur plusieurs bancs du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.)*

Données clés

Auteur : [M. Pierre Lequiller](#)

Circonscription : Yvelines (4^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4613

Rubrique : Union européenne

Ministère interrogé : Affaires étrangères

Ministère attributaire : Affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [2 février 2017](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [2 février 2017](#)